

**Avenant n° 110 du 26 novembre 2024**

relatif au régime de prévoyance

NOR : ASET2550182M

IDCC : 1267

---

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**CNAPCCGTF ;**

**CNGF,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FGA CFDT ;**

**UNSA FCS ;**

**FGTA FO,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Les dispositions de la convention collective nationale du 14 mars 1947 permettaient aux entreprises de la branche professionnelle de la pâtisserie artisanale d'affilier au régime de retraite et de prévoyance complémentaire des cadres les salariés relevant des catégories professionnelles « cadres » et « agents de maîtrise » (jusqu'au niveau III échelon 3), telles que définies par l'accord cadre national sur la classification des salariés de la pâtisserie artisanale en date du 2 avril 1997.

Les dispositions de la convention collective nationale du 14 mars 1947 ayant été annulées et remplacées par celles de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres, il appartient aux partenaires sociaux de mettre en conformité la définition des catégories objectives de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire, conformément au décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective.

## **Article 1<sup>er</sup> | Modification de l'article 46**

Les alinéas 2 à 4 sont ainsi rédigés :

« Les salariés relevant du collège "cadres" pour le présent régime de prévoyance sont : les salariés répondant aux définitions des articles 2.1 et 2.2 de l'ANI Prévoyance du 17 novembre 2017 ainsi que les bénéficiaires visés au 2<sup>e</sup> alinéa du 1<sup>o</sup> de l'article R. 242-1-1 du code de la sécurité sociale.

Ces salariés sont titulaires d'un contrat de travail et inscrits à l'effectif de l'entreprise. Les salariés relevant du collège "non-cadres" pour le présent régime de prévoyance sont : les salariés ne répondant pas aux définitions des articles 2.1 et 2.2 de l'ANI prévoyance du 17 novembre 2017 et n'étant pas les bénéficiaires visés au 2<sup>e</sup> alinéa du 1<sup>o</sup> de l'article R. 242-1-1 du code de la sécurité sociale. »

## **Article 2 | Date d'effet**

Le présent avenant prend effet à la notification de son arrêté d'extension.

## **Article 3 | Champ d'application**

Compte tenu de la thématique du présent accord, qui a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises quelle que soit leur taille, les partenaires sociaux conviennent, conformément à l'article L. 2261-23-1 du code du travail, qu'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

## **Article 4 | Dépôt et extension**

Le présent avenant, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de demander, sans délai, l'extension du présent avenant.

La confédération nationale des artisans pâtisseries chocolatiers confiseurs glaciers, traiteurs de France, 31 rue Marius-Aufan, 92309 Levallois-Perret Cedex se charge des formalités nécessaires.

*Fait à Paris, le 26 novembre 2024.*

(Suivent les signatures.)